

Tour d'Europe des campagnes pour les Européennes : direction la Roumanie

Septième étape de notre tour d'Europe des campagnes pour les élections européennes : la Roumanie, dont la population est largement favorable à l'UE, mais se considère tout de même reléguée au rang de citoyens de seconde zone.

Avec Cristina
Stanculescu

Atlantico : A l'approche des élections européennes, quels sont les principaux thèmes qui occupent les débats en Roumanie ? Par quels partis sont-ils portés, et sont-ils focalisés sur l'Europe en elle-même, ou bien les préoccupations d'ordre national prévalent-elles ?

Cristina Stanculescu : En Roumanie, à deux semaines du scrutin européen, la campagne électorale ne fait pas "la une" des médias. **Elle se déroule dans l'ombre des jeux politiques nationaux, manifestement plus centrés sur les élections présidentielles de cet automne et sur la classique rivalité entre le Premier-Ministre et le Président en fonction.** Par conséquent, le scrutin du 25 mai est surtout perçu par les partis politiques roumains, ainsi que par une large partie des analystes politiques, comme un test pour les forces en présence.

Si les partis politiques ne mobilisent pas en priorité les thématiques européennes dans le cadre du débat électoral national en cours, ce type de sujet est néanmoins abordé dans leurs programmes électoraux et dans les discours de campagne des candidats au scrutin. Nous pouvons constater que le rapport entre les partis politiques est régi par un consensus autour de l'importance de l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen (définie même comme "priorité nationale"), ainsi que par la perspective d'une future entrée dans la zone euro. Les partis politiques et leurs candidats promettent également de défendre les intérêts de l'agriculture roumaine au niveau européen, mais aussi de chercher des voies d'amélioration du taux d'absorption des fonds structurels. **La liberté de circuler et de travailler des citoyens roumains au sein de l'Union européenne est une autre préoccupation commune des partis politiques, leurs positions s'accordant autour du fait que les Roumains devraient pouvoir profiter pleinement de cette dimension de la construction européenne.** Pour ce qui est des questions de politique étrangère, les partis accordent une attention particulière à la Moldavie, qu'ils souhaitent voir se rapprocher de l'Union à une plus grande vitesse, notamment dans le contexte des événements en Ukraine.

Quelles sont les forces en présence, et à quels résultats s'attend-on ?

Les élections européennes du 25 mai seront importantes pour justement identifier certaines des forces présentes, surtout à droite de l'échiquier politique. Tout d'abord, pour les libéraux, le scrutin est un test de leur force car ils ont quitté en février l'alliance avec les sociaux-démocrates et implicitement le gouvernement. Ensuite il s'agit d'un test aussi pour le Parti "le Mouvement Populaire", pour "la Force civique" ou pour "la Nouvelle République" car il s'agit d'acteurs relativement neufs de la scène politique, dont l'objectif est de passer le seuil électoral. Le scrutin européen est également un test pour le Parti démocrate-libéral, dont le soutien électoral a été fortement affaibli par les années passées au gouvernement (jusqu'en 2012), mais aussi par les départs de nombreuses personnalités politiques de premier plan que le parti a connus depuis. **La position des sociaux-démocrates est la plus confortable : si enjeu il existe, c'est celui de savoir quel pourcentage exact des voix des électeurs ils vont obtenir, les sondages variant entre 35% et 42%.** Par conséquent, sur les 32 Membres du Parlement européen envoyés par la Roumanie, les plus nombreux seront sans doute les sociaux-démocrates (à peu près la moitié, selon les derniers sondages), alors que les partis de droite se partageront les autres sièges.

A quel niveau de mobilisation s'attend-on ? Qu'est-ce qui incite (ou au contraire décourage) les électeurs roumains à se mobiliser ?

En 2007, durant les premières élections européennes auxquelles les Roumains ont pu voter, le taux de participation fut légèrement inférieur à 30%, chiffre confirmé par le scrutin de 2009. Ce taux de présence aux urnes se maintiendra très probablement en 2014, même si à l'occasion des sondages les plus récents, autour de 40% des personnes interrogées ont affirmé avoir l'intention d'aller voter le 25 mai. **Si les Roumains font partie des citoyens européens les plus confiants dans l'Union européenne (comme tendent à le montrer les données de l'eurobaromètre), il reste que leur vécu européen est plutôt limité.** Ceci explique sans doute les résultats d'un récent sondage organisé il y a 4 mois, dont le résultat montrait que 90% des interviewés affirmaient ne pas savoir que les élections européennes se tenaient cette année. L'adhésion relativement récente de la Roumanie alimente également un sentiment de distance envers les institutions européennes, qui, tout en ayant une image positive auprès des Roumains, semblent être assez éloignées de leurs préoccupations quotidiennes.

Qu'en est-il des partis dits eurosceptiques ? Pourraient-ils, comme cela devrait-être le cas en France, effectuer une percée ?

Etant donné l'image majoritairement positive dont bénéficie l'Union européenne auprès des citoyens roumains, **l'eurosepticisme n'a pas trouvé un terrain fertile parmi les partis politiques.** Même un parti nationaliste comme la Grande Roumanie déclarait au cours de la moitié des années 2000, que la seule option pour le futur de la Roumanie était son adhésion à l'Union européenne. Il est en outre très probable que les partis extrémistes ne dépasseront pas le seuil électoral des 5% aux élections du 25 mai.

Comment sont perçues en Roumanie les critiques des autres pays vis-à-vis de la liberté d'installation des travailleurs entrée en vigueur le 1er janvier dernier ?

Ces critiques alimentent le sentiment parmi les Roumains d'être des citoyens européens de second rang. Au niveau du débat politique, cela explique le slogan choisi par le Parti social-démocrate pour le scrutin du 25 mai : "Fier d'être Roumain !". Les candidats aux élections européennes, qu'ils soient libéraux, démocrate-libéraux ou socialistes, se proposent ainsi de rendre les Roumains égaux aux autres citoyens européens, de s'assurer que leurs droits soient respectés au sein de l'Union, mais aussi que la voix de la Roumanie soit plus entendue dans les débats européens.